

« CE N'ÉTAIT PAS JUSTE UNE HISTOIRE DE VOYOUS »

Les frères Hamana et Mohamed Khira avaient 19 et 20 ans en 1981. Trente ans plus tard, ils reviennent sur l'histoire de la ZUP des Minguettes, le quartier où ils ont grandi. Il racontent la solidarité de quartier, mais aussi le harcèlement policier qui ont marqué cette période d'effervescence.

Propos recueillis par : Mathilde Blézat, Trénn Hermelin et Juliette Bulbari
Illustrations : Last Siou, parues dans *Gueule* et dans *Rock Against Police*, deux journaux autonomes des années 1980, archives de l'agence IM media



HAMANA KHIRA :

« J'e suis né en France, j'avais 9 ou 10 ans quand je suis arrivé aux Minguettes. Elles étaient encore en partie en construction. Il y avait un air de campagne. J'avais des copains de toutes origines et de toutes confessions : José, Augustin, Malik, Saïd, Abdel, Yazid, Laurent, Gilles, Alain, Pascal. Nous étions une bande d'enfants que la joie de vivre réunissait.

Mais nous étions confrontés à une autorité qui n'avait pas de sens, celle de certains adultes du quartier qui, je crois, n'aimaient pas les enfants. Et puis au-delà de ça, j'ai senti très tôt du rejet et compris qu'on baignait dans les règlements de comptes de la guerre d'Algérie. On était des gamins mais on nous faisait payer. On le sentait, que ce soit à l'école, ou bien face à la police. C'était à peine dix ans après l'indépendance. Dans les administrations, il y avait plein de rapatriés d'Algérie et on vivait tous au même endroit. En grandissant, on s'est rendu compte que quand ils nous contrôlaient, les policiers faisaient des remarques pour diviser le groupe : « Tes parents, ils savent que tu marches avec un bougnoule ? » C'est comme ça qu'on a découvert le racisme ambiant. Les flics qui passaient dans le quartier nous interpellaient par nos prénoms. Le brigadier-chef du commissariat était le mari de la surveillante générale du collègue Jules Michelet, où on était tous scolarisés. En classe, on passait notre temps à se prendre des remarques : « Alors ? Tu t'es fait contrôler, ce week-end ? » Parmi les flics, à l'époque, t'avais ceux qui avaient vraiment la haine, qui voulaient casser de l'Arabe. Il y en a que ça mettait mal à l'aise mais qui restaient passifs, et puis il y avait ceux qui voulaient en faire plus que les autres, sans trop savoir ce qu'ils faisaient.

On jouait au ballon en bas des tours et quand on voyait la police, on se mettait à courir. Parfois pour s'amuser, souvent parce qu'on avait peur. Quand ils nous attrapaient, je t'explique pas... on rentrait pleins de bleus. Des souvenirs comme ça, j'en ai plein. Je me souviens d'une fois où je remontais en mobylette vers la chaufferie des Minguettes. Devant moi, il y avait un fourgon de CRS. Quand je suis arrivé derrière eux, ils ont ouvert les portes et m'ont arrêté. Je suis monté dans le fourgon, et là mon pied a tapé sur un tas de bouteilles de bières. Ils étaient bourrés. Je l'ai mal senti. Je suis sorti du fourgon et j'ai couru en laissant ma mobylette derrière moi. Je crois que je l'ai échappé belle, ce jour-là. Je ne sais pas ce qui aurait pu arriver. Souvent, quand on était deux ou trois, ils nous embarquaient dans le fourgon et ils faisaient le tour de la ville. Ils nous disaient : « on va à la corvée de bois¹ », ils nous emmenaient jusqu'au bois de Feyzin, ils en lâchaient un... Ils allaient quelques kilomètres plus loin, à Corbas, et ils en lâchaient un autre... Ils s'amusaient à nous disperser comme ça, dans des champs tout autour de Vénissieux. Si t'étais français, ils te tapaient et te lâchaient, si t'étais

algérien ou autre, ils te déshabillaient, déchiraient ta carte de résident et te lâchaient tout nu, à trois kilomètres d'ici, sans papiers. On a passé notre enfance à les fuir.

Un après-midi, mon frère Farid jouait devant le balcon et les policiers l'ont embarqué. Mon père est descendu au commissariat : « Pourquoi vous embarquez mon fils ? Il jouait juste devant la maison ! » On lui a répondu que Farid n'était pas là. On a su après que les policiers l'avaient emmené jusqu'au cimetière de Vénissieux, et lâché là-bas. Jusque-là, pour mon père, si on se faisait arrêter, c'était peut-être un peu de notre faute. Mais mon frère Farid ! Sage, honnête, fragile, insoupçonnable ! Ça a confirmé à mon père que quelque chose n'allait pas. Nous étions à la merci de la police.

J'ai commencé très tôt à quitter le quartier. À 16 ans, j'habitais à Oullins. J'ai travaillé pendant un an à Paris, en faisant des allers-retours. Je n'étais plus chez mes parents, mais les Minguettes c'était mon quartier, j'avais tous mes potes là-bas, alors j'y revenais souvent. Un soir en sortant du cinéma à Lyon, je me suis fait contrôler, embarquer par les flics et placer en garde-à-vue. Sans raison. Dans les jours qui suivirent, j'ai été convoqué au bureau des étrangers. On m'a sauté dessus, emmené à l'aéroport de Satolas et expulsé vers l'Algérie. C'était le 8 décembre 1979, jour des illuminations. Deux policiers avaient tapé un PV disant que j'étais un danger pour l'ordre public. C'était la première fois que j'allais en Algérie, je ne connaissais pas ma famille de là-bas. Je me suis très vite trouvé en galère, j'ai dormi dans les universités de Boumerdès, Constantine et Alger. Comme moi, plusieurs centaines de personnes se faisaient expulser des quatre coins de l'Hexagone, pour « double peine² », mais pas seulement. À l'époque, un flic pouvait te faire expulser sans passer par le tribunal administratif.

Quand je suis revenu en France, neuf mois plus tard, j'ai retrouvé la même ambiance qu'avant de partir. Le début des années 1980, c'était une époque incroyable : je n'ai plus connu une telle solidarité, jusqu'à aujourd'hui ! Il y avait un sentiment d'appartenance très fort. Vivre les mêmes injustices, les mêmes humiliations avec des gens de tous horizons, c'était puissant comme sentiment. Ça volait peut-être à l'étalage, des auto-radios, des trucs comme ça, mais c'était de la débrouille. Il n'y avait pas de maison de quartier et dans la rue, on se faisait tout le temps contrôler alors on squattait les appartements vides, et t'avais que l'embaras du choix, des immeubles entiers étaient vides ! On avait 18-20 ans et on savait déjà que c'était

Si t'étais algérien ou autre, les bleus te déshabillaient, déchiraient ta carte de résident et te lâchaient tout nu.

1. Expression signifiant une exécution sommaire, utilisée par les troupes françaises pendant la guerre d'Algérie.
2. La double peine consistait à expulser du territoire français un étranger en situation régulière ayant purgé une peine de prison. Cela a concerné des centaines de personnes nées en France de parents étrangers et n'ayant pas la nationalité française.





No Future. Pas de formation, pas de logement... Rien! Tout était bouché. À un moment donné, je me souviens qu'on ne se disait plus « Salut », ou « Bonjour », mais: « Tu bosses? Tu bosses toi? Et toi, tu bosses? » Ça en devenait comique.

Puis il y a eu la prise de conscience collective qu'on allait tous partir à l'abattoir si on continuait à se laisser faire. Il fallait se défendre face aux contrôles d'identité à répétition, aux insultes des flics. Alors les contrôles, on les a défiés, et on s'est affronté avec la police. Plus personne ne s'écrasait. Pour la première fois, on a vu un fourgon renversé, les quatre roues en l'air. Il y a eu les rodéos, aussi: des gens appelaient les policiers pour qu'ils interviennent, et quand ils arrivaient, il y avait des course-poursuites, sauf que là c'étaient les policiers qui étaient poursuivis. Finalement, le 21 mars 1983, ça a pété. Ils ont gazé des mères de famille. La nouvelle a circulé comme une traînée de poudre. Si on l'avait organisé, ça ne se serait jamais déroulé comme ça. Il y avait comme quelque chose qui s'ouvrait dans le ciel, c'était l'heure: PAM! Ça montait de tous les quartiers. Du boulevard Lénine, de Pyramide, de Monmousseau... Quelle libération ça a été pour moi de jeter une « papillote⁵ » sur les flics! ... Même si aujourd'hui, je n'en suis pas spécialement fier, car finalement, on est tombé dans le panneau de leur provocation!

Après les affrontements, les arrestations. On a monté des collectifs de soutien. Il y a d'abord

eu mon voisin, Gilles Cascarino, qui avait été accusé de tout et de rien... Puis Sélim Guéchi, et Kamel Lazar, un des grévistes de la faim. Comme eux, beaucoup purgeaient de longues peines en prison, sur des accusations fallacieuses. Et on se disait toujours: « Si ça continue, ils vont tous nous abattre comme des chiens. » SOS Avenir Minguettes a été créée dans ce contexte, pour dénoncer les violences policières, et aussi celles des juges. Pour réclamer un accès à la formation et à des logements. Une des victoires de SOS Avenir Minguettes, selon moi, c'est que les associations aient pu se constituer partie civile dans les affaires de crimes racistes⁴. Du coup, les tontons flingueurs⁵, ils réfléchissaient à deux fois avant de tirer comme ça. Jusqu'alors, pour un Arabe tué, tu ne prenais que trois mois de sursis.

Enfin, il y a eu la Marche pour l'égalité et contre le racisme. Certains d'entre nous étaient contre: on savait qu'il fallait tenir le combat en flux tendu au niveau du quartier, alors la marche, on n'y croyait pas trop. Mais elle nous a quand même donné un grand espoir. On a fait beaucoup de rencontres. Des gens pleins d'humanité, ça changeait! Et pour une fois, on passait au-dessus de la mairie, qu'on considérait comme une mairie raciste. Après l'apothéose parisienne, quelques mois plus tard, Toumi passait en jugement à Saint-Étienne⁶. Il a été condamné à 15 mois ferme avec arrestation à la barre, sans aucune preuve. Ils ont voulu

le dégommer, c'est tout. À ce moment, on s'est demandé: « À quoi ça a servi, tout ce cinéma? » Toumi avait été sous les feux de la rampe, avec plus de 100 000 personnes derrière lui à Paris, et dès qu'il a fini la marche, hop, en prison! Finalement, il a été gracié par Mitterrand, mais le harcèlement police/justice a continué.

Ils ont mis du temps pour tout briser. Ils s'en sont pris à des individus, mais pas à n'importe qui: ceux qui avaient plus de charisme et qui étaient plus courageux face à la police. Parce qu'ils avaient cette faculté d'éveiller les autres. Je me souviens d'un copain qui était venu en moto. Il narguait les flics. Il courait dans tous les sens, montait les escaliers, redescendait. C'était un vrai spectacle! Et ça, ça donnait de la force à tout le monde. Les journaux l'appelaient le « Prince des Minguettes », mais c'était du délire de journalistes! Il était comme nous. Je pense aussi à Mohamed, mon frère. Il était le trésorier de SOS Avenir Minguettes. C'était des gars qui ne se laissaient pas faire, c'est tout! Tout le quartier les soutenait. Les flics et la justice ont voulu les anéantir. Ils ont écopé de 22, ou 24 ans de prison... Les motifs, vol avec violence: ça n'avait pas de sens! Ils prenaient du ferme, même si le dossier était vide. Il suffisait qu'un policier monte un dossier sur toi et t'étais terminé. Ils n'ont pas eu le temps de juger mon frère parce qu'il s'est évadé de prison. Depuis cette époque, il n'a pas cessé d'être en cavale. C'est comme s'il fallait qu'il courre, sans se retourner. Il voyait les grosses peines qui tombaient et il se disait qu'on n'allait pas lui faire de cadeau.

Après ça, nos espoirs se sont évaporés. Le sentiment de force collective qu'on avait face à la police s'est brisé. Ils ont tout fait pour que les gens se replient sur leur parcours individuel et leurs galères, soient isolés, donc moins forts.

Trente ans après, qu'est-ce qu'il reste? Au niveau symbolique, on a cessé d'être invisibles pour la société. Par contre, pour les individus en tant que tel, rien n'a changé. J'ai le sentiment d'un immense gâchis. Certains s'en sont sortis, ont été rémunérés mais se sont coupés de la base. Dès qu'ils ont sauvé leur peau, le collectif, c'était terminé. D'autres n'ont jamais vendu leur âme. Des gens ont disparus, ont atterri en psychiatrie, ou sont complètement à la rue. Avant, il n'y avait pas un mec du quartier à l'asile, maintenant c'est blindé. Après ces années-là, les mecs ont commencé à disjoncter, à décompenser. Ça me rend triste. Je pense à toutes ces personnes qui se sont suicidées en prison, qui se sont défenestrées aux Minguettes... À celles qui se sont fait abattre par la police ou par des tontons flingueurs.

Aujourd'hui, à Vénissieux, beaucoup de gens ont baissé les bras. La plupart d'entre eux courent en tournant en rond, pour avoir un toit et un bout de pain, ils n'ont pas le temps... Mais ça sent toujours le gaz. Peut-être qu'un jour, ça pétera encore⁷. »

MOHAMED KHIRA

« La marche n'aurait jamais existé sans les grandes émeutes qui l'ont précédée. La marche, c'est la clôture du mouvement, l'apothéose, l'Élysée. Le seul précédent aux émeutes des Minguettes en Europe, c'était les *race riots* de Brixton en Angleterre en avril 1981⁸.

À l'époque, les flics se croyaient en impunité totale. Ils nous gâchaient tous nos week-ends. Ils nous collaient en garde-à-vue, comme ça, pour nous emmerder; on se ramassait des coups de bottin ou de serpillière mouillée. Ils nous retenaient jusqu'au dimanche soir et après ils nous disaient « Rentrez chez vous », ou alors c'était direction le palais de justice. Un jour de juillet 1981, pendant le ramadan, ils ont instauré un couvre-feu. Après la rupture du jeûne, les mères sont descendues se mettre sur l'herbe comme à l'accoutumée, pour discuter entre voisines. Et eux, complètement bourrés, sans jeunes à se mettre sous la dent, ils ont commencé à emmerder les mamans: « On n'est pas en Algérie, c'est 22 heures, vous rentrez chez vous là, personne dehors, allez! »

À un moment notre rage contre cette politique de la terreur a débordé. Un soir, on s'est réunis à Monmousseau. On savait qu'ils allaient revenir à minuit. On a éteint toutes les lumières du quartier, et quand les CRS sont rentrés dans la cité, on leur a fait un comité d'accueil... Ils s'en rappelleront toute leur vie. On s'est bastonné et on a réussi à les désarmer. Le lendemain, tu voyais les petits avec une matraque, un képi. Ce soir-là, ça avait été chaud, et le lendemain matin ça s'est propagé. Il n'y avait pas vraiment de meneurs, tout le monde a participé. Les gens jetaient des fauteuils, des bouteilles de gaz, des frigos depuis les fenêtres des tours HLM sur les fourgons de CRS. J'ai vu des machines à laver plantées sur les toits des fourgons, des petits qui en arrachaient les gyrophares alors que les flics étaient encore à l'intérieur.

C'était vraiment de la rébellion pure. Elle était belle car notre combat était légitime: nous nous révolions contre le racisme, les violences policières et la justice qui couvrait, ce n'était pas juste une histoire de voyous.

Dans ces mêmes années, il y avait de la solidarité de bouts de chiffons. Quand quelque chose devait nous réunir, une embrouille avec la police par exemple, ça se faisait automatiquement. On a fait sortir des potes de prison. Celui qui nous a donné le plus de fil à retordre, c'est Gilles. Je me suis politisé avec son affaire. Gilles, c'était notre voisin du troisième. On allait

On a éteint toutes les lumières du quartier, et quand les CRS sont rentrés dans la cité, on leur a fait un comité d'accueil...

3. Un caillou.

4. Revendication portée par l'association pendant la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983, elle fut accordée par le président Mitterrand à l'issue de celle-ci.

5. Surnom donné au quidam prompt à tirer sur des arabes dans les années 1980.

6. En octobre 1984, Toumi Djaidja passait en procès pour des accusations de petits délits datant de 1982.

7. Un projet d'écriture est en cours. Il reviendra sur ces années-là avec plus de précisions et d'anecdotes. Renseignements: hamana69@gmail.com



8. Dans la nuit du 10 avril 1981, un jeune se fait poignarder dans le quartier afro-caribéen de Brixton à Londres puis se fait interpellé par la police, ce qui déclenche trois jours d'affrontements avec les forces de l'ordre.

9. Lire p. 22

10. Il est condamné pour complicité dans deux braquages de banque en 1985 à Vénissieux et Saint-Fons.

à l'école primaire ensemble et dès qu'on sortait, on allait directement à la boîte. L'entraîneur, c'était son père. La boîte, c'était sacré chez nous. Gilles venait manger le couscous à la maison, à l'époque c'était la mentalité « Viens chez moi, t'es chez toi ». Français ou pas français. Et puis un jour, ils l'ont accusé d'avoir commis un braquage. Il a pris dix ans de prison car il ressemble de loin au mec qui avait fait le hold-up.

On s'est vraiment mobilisés pour le faire sortir. Nous avons envoyé des dossiers de presse aux journalistes avec les preuves de son innocence, ses alibis. C'était l'époque des radios libres et des télé pirates. On se battait pour choper des ondes, on posait des émetteurs que les autorités enlevaient. Pour la télé, il fallait capter un canal, c'était compliqué mais on y arrivait et on faisait des émissions. Les juges commençaient à entendre parler de nous. Finalement, Gilles est sorti. L'ordre venait d'en haut. Puis, il y a eu l'affaire des cailloux : quand les flics passaient dans le quartier, ils recevaient des pierres. À ce moment-là, celui qui se sauve, tant mieux, mais celui qui reste est coupable. Un jour, Gilles ne s'est pas sauvé et les flics ont trouvé leur prétexte

pour le faire replonger. Il a été condamné à neuf mois de taule ou quelque chose comme ça. On a exigé les pierres avec les empreintes, pour les emmerder. Ils ne les avaient pas, bien sûr ! On essayait par tous les moyens de faire du bruit autour de cette affaire, mais ça ne marchait pas. Alors Gilles s'est mis en grève de la faim et on a demandé à un pote de faire une affiche. Il a fait un dessin où plein de merdeux jettent des pierres, des policiers attrapent Gilles, qui leur dit « C'est pas moi ». Ils lui répondent « Si c'est pas toi, c'est ton frère, c'est pareil ». On a monté des brigades de colleurs d'affiches en recrutant des jeunes dans plusieurs banlieues lyonnaises. Tout Lyon s'est retrouvé noyé sous les affiches en une nuit, même le palais de justice et les commissariats. Il est sorti avec un non-lieu.

Après les émeutes de mars 1983, on s'est réunis à l'église, seul sanctuaire intouchable du quartier, avec le Père Delorme⁹. Certains d'entre nous voulaient faire plus de bruit, d'autres voulaient se cacher. La meilleure solution qu'on a trouvée pour éviter la répression qui promettait d'être sévère a été de se mettre en grève de la faim. Si on devait être ramassés, ce serait couchés

sur des matelas. Notre revendication première, c'était le « nettoyage de la police qui nous harcèle depuis des années ». On a eu la protection de l'Élysée et les flics ont été mutés.

Au début de la grève de la faim, des gens ont débarqué de tous les côtés, alors certains d'entre nous ont pris l'initiative de surveiller l'entrée de la tour et de l'appartement des grévistes, pour qu'on ne soit pas infiltrés. Une cinquantaine de journalistes faisaient le pied de grue en bas, nous décidions qui pouvait entrer. On s'est vengés sur ceux qui écrivaient toujours du mal de nous, ne venaient pas à nos procès alors qu'on les avait sollicités. Puis, Delorme a été choisi comme médiateur entre la préfecture et nous. Le préfet voulait à tout prix connaître les noms des grévistes et en échange, il a promis qu'il n'y aurait aucune intervention des forces de l'ordre. Pour nous, c'était hors de question. On a été trahis, les noms ont été balancés. C'est là que la préfecture a dit « deux d'entre eux sont recherchés », dont moi. Je me suis dit que c'était la fin. Je faisais partie de la bande des durs. Notre devise, c'était un peu le « Si tu parles, tu meurs ; si tu te tais, on te tue ; alors dis et meurs ! » de l'écrivain Tahar Djaout. Il y en avait parmi nous qui étaient archi-recherchés. Au commissariat, un pote avait son poster en grandeur nature et les flics avaient dessiné une cible sur sa tête. Un autre s'est évadé à deux reprises. Quant à moi, lorsque j'ai appris que j'étais recherché par la police, j'avais 20 ans. En 1985, j'ai été arrêté et écroué. Puis je ne sais par quel miracle j'ai réussi à m'évader. Je m'en rappellerai toute ma vie, c'était rocambolesque et c'était le 6 juin 1986.

J'ai fait vingt-deux ans et demi de cavale. Pendant ce temps, ils m'ont condamné deux fois à perpét' par contumace aux Assises, une fois en 1991 puis en 1992¹⁰ ! La clandestinité, je peux en parler ! Pendant les dix dernières années, j'ai arrêté de me cacher, je suis resté aux Minguettes et j'ai mené une vie normale. Personne ne m'a dénoncé. Ils m'ont rattrapé en 2009, à trois ans de la prescription. Je suis repassé aux Assises, j'ai été acquitté pour la première perpétuité. La deuxième condamnation a été réduite à cinq ans, plus une autre histoire, neuf ans en tout. Pour l'administration pénitentiaire, vingt-trois ans après c'était comme si je revenais juste d'évasion, on m'a mis direct à l'isolement. Aujourd'hui, en 2014, je paye encore les frais des événements des années 1980. Je suis sorti de prison - dans le coma - mais je ne suis pas à l'abri d'y retourner. Pour l'instant, j'habite aux Minguettes et j'ai un bracelet électronique.

Peut-être qu'ils finiront par m'expulser, je n'ai qu'un titre de séjour d'un an. Je suis considéré comme un primo-arrivant, comme un étranger qui est arrivé hier alors que je suis ici depuis toujours. ➤

C'était l'époque des radios libres et des télé pirates. On se battait pour choper des ondes, on posait des émetteurs que les autorités enlevaient.

